



**PRÉFET
DU TERRITOIRE
DE BELFORT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AIDES AUX PETITES ENTREPRISES ET AUX INDEPENDANTS

Nota : Retrouvez l'intégralité des contacts de proximité dans les services de l'Etat sur le site www.Relance90.fr

Depuis le début de la crise sanitaire, l'État a fait du soutien aux entreprises en difficulté une de ses missions prioritaires au travers de mesures exceptionnelles d'urgence (*dispositif de chômage partiel, délais de paiement des échéances sociales et/ou fiscales, rééchelonnement des créances bancaires, report de paiement de factures, fonds de solidarité, prêt de trésorerie garanti par l'État, médiation des entreprises*).

Dans le Territoire de Belfort, plus de **150 millions d'euros d'aides** de l'Etat ont déjà été versés en soutien à la trésorerie des entreprises.

Sites d'informations à consulter

Plateforme d'orientation des chefs d'entreprise du Territoire de Belfort pour trouver le contact local et vous accompagner : <https://www.relance90.fr/>

Plateforme nationale de renseignement et d'orientation des chefs d'entreprises vers les aides appropriées à leurs besoins : **0806 000 245**

VOS CONTACTS DE PROXIMITE DANS LE TERRITOIRE DE BELFORT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES :

- Dispositifs : Fonds de solidarité, Etalement de cotisations fiscales, prêts participatifs
- Contact : David PESSAROSSI, directeur départemental (03 84 36 63 40)
- Mail : david.pessarossi@dgfip.finances.gouv.fr

URSSAF FRANCHE-COMTE :

- Dispositifs : Exonération de cotisations sociales, report de cotisations sociales
- Contact : accompagnement.franche-comte@urssaf.fr

BANQUE DE FRANCE / MEDiateUR DU CREDIT :

- Dispositifs : Prêt garanti par l'Etat, Médiation du Crédit
- Contact : Gilles DETRIE, directeur départemental (06 81 64 82 56)
- Mail : gilles.detrie@banque-france.fr

UNITE DEPARTEMENTALE DE LA DIRECCTE :

- Dispositifs : Activité partielle, FNE-Formation
- Contact : Christelle FAVERGEON, directrice adjointe (03 63 01 73 76)
- Mail : bfc-ud90.direction@direccte.gouv.fr

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE :

- Contact : Christian ARBEZ, directeur général (03 84 54 54 20)
- Mail : carbez@belfort-cci.fr

CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT :

- Contact : Belinda WIEDER, directrice générale (03 39 21 22 23)
- Mail : bwieder@artisanat-bfc.fr

MEDIATEUR DES ENTREPRISES : www.mediateur-des-entreprises.fr

1. Fonds de solidarité pour les indépendants et les petites entreprises

Administration concernée : [Direction départementale des finances publiques](#)

Le **fonds de solidarité**, créé en mars dernier, a été renforcé et élargi pour le mois de novembre en soutien à la trésorerie des entreprises et commerces.

Qui est concerné par le fonds de solidarité élargi ?

Toutes les **entreprises ayant au plus 50 salariés**, dont **l'activité a débuté avant le 30 septembre 2020**, sans condition de chiffre d'affaires ni de bénéfices.

- Les entreprises contrôlées par des holdings sont éligibles si l'effectif salarié cumulé de la holding et de ses filiales est inférieur à 50 salariés.
- Les personnes physiques et les personnes morales sont éligibles sauf si leur dirigeant majoritaire est titulaire d'un contrat de travail à temps complet.

Quel est le montant de l'aide mensuelle ?

Pertes du mois d'octobre en secteur hors couvre-feu : les entreprises fermées administrativement et les entreprises du secteur protégé (1 et 1bis) sont concernées

- Les entreprises fermées administrativement bénéficient d'une aide égale à la perte du CA pendant la durée de fermeture, jusqu'à **10 000€** par mois,
- Les entreprises de secteur 1 et 1 bis ouvertes et connaissant une perte de chiffre d'affaires entre 50 % et 70 % : Aide équivalente à la perte du chiffre d'affaires, jusqu'à **1 500€** par mois,
- Les entreprises de secteur 1 et 1 bis ouvertes et connaissant une perte de chiffre d'affaires supérieure à 70 % : Aide équivalente à la perte du chiffre d'affaires, dans la limite de **10 000€** et de **60 % du chiffre d'affaires mensuel**.

Pertes du mois de novembre : toutes les entreprises sont concernées

- Entreprises fermées administrativement et entreprises de secteur 1 : Aide équivalente à 100 % de la perte de CA, plafonnée à **10 000€** par mois,
- Entreprises de secteur 1bis : Aide équivalente à 80 % de la perte de CA, plafonnée à **10 000€** par mois. L'aide est de 100 % de la perte du chiffre d'affaires si elle est inférieure à **1 500€**,
- Autres entreprises : Aide équivalente à la perte, jusqu'à **1 500€** par mois.

Comment calculer la perte de chiffre d'affaires ?

Le chiffre d'affaires retenu est le **chiffre d'affaires comptable**. Afin de maximiser le soutien aux entreprises, le chiffre d'affaires réalisé sur les **activités de vente à distance avec retrait en magasin ou livraison** n'entre pas en compte dans le calcul.

Pour les entreprises fermées administrativement :

Le chiffre d'affaires réalisé au cours de la période d'interdiction d'accueil du public doit être rapporté au chiffre d'affaires **durant la même période de l'année précédente** ou :

- ou, **si l'entreprise le souhaite**, le chiffre d'affaires mensuel moyen de l'année 2019 et ramené sur le nombre de jours d'interdiction d'accueil du public ;
- ou, **pour les entreprises créées entre le 1er juin 2019 et le 31 janvier 2020**, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020 et ramené sur le nombre de jours d'interdiction d'accueil du public ;
- ou, **pour les entreprises créées entre le 1er février 2020 et le 29 février 2020**, le chiffre d'affaires réalisé en février 2020 et ramené sur le nombre de jours d'interdiction d'accueil du public ;
- ou, **pour les entreprises créées après le 1er mars 2020**, le chiffre d'affaires mensuel moyen réalisé entre le 1er juillet 2020, ou à défaut la date de création de l'entreprise, et le 31 août 2020 pour les pertes de septembre 2020 ou le 30 septembre 2020 pour les pertes d'octobre 2020.

Pour les entreprises en secteur hors couvre-feu, et pour le mois de novembre :

Le chiffre d'affaires réalisé au cours de la période d'interdiction d'accueil du public doit être rapporté au chiffre d'affaires **durant la même période de l'année précédente** ou :

- **si l'entreprise le souhaite**, le chiffre d'affaires mensuel moyen de l'année 2019,
- ou, **pour les entreprises créées entre le 1er juin 2019 et le 31 janvier 2020**, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020 ;
- ou, **pour les entreprises créées entre le 1er février 2020 et le 29 février 2020**, le chiffre d'affaires réalisé en février 2020 et ramené sur un mois ;
- ou, **pour les entreprises créées après le 1er mars 2020**, le chiffre d'affaires mensuel moyen réalisé entre le 1er juillet 2020, ou à défaut la date de création de l'entreprise, et le 30 septembre 2020.

Le formulaire de demande d'aide est disponible sur le site [Impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) :

- Pour le mois de septembre : formulaire **disponible** jusqu'au 30 novembre,
- Pour le mois d'octobre : formulaire disponible à partir du **20 novembre**,
- Pour le mois de novembre : formulaire disponible à partir de **début décembre**.

2. Prise en charge des coûts d'adaptation aux protocoles sanitaires

L'Etat prend en charge à **hauteur de 50%** les frais d'achat et de location engagés par les entreprises de moins de 50 salariés et les indépendants afin de respecter les protocoles sanitaires.

Les frais éligibles doivent avoir été engagés après le 14 mars 2020. L'aide est plafonnée à un **maximum de 5000€**, pour un montant minimum de frais de 1000€ HT.

Le formulaire de demande « Prévention COVID » doit être soumis avant le 31 décembre 2020. La procédure de demande est présentée sur le site Ameli.fr : <https://www.ameli.fr/entreprise/covid-19/subvention-prevention-covid-prolongation-de-laide-aux-tpe-pme>

3. Reports et exonérations de cotisations sociales et fiscales

Administration concernée : [Direction départementale des finances publiques / URSSAF](#)

Qui bénéficie de l'exonération totale de cotisations sociales ?

- Toutes les entreprises **fermées administrativement de moins de 50 salariés** pour la durée correspondant à leur période de fermeture,
- Toutes les **PME du tourisme, de l'événementiel, de la culture et du sport** qui restent ouvertes mais qui auraient perdu plus de **50 % de leur chiffre d'affaires**,
- Les **prélèvements seront automatiquement suspendus** pour les **travailleurs indépendants**, sans démarches à effectuer.

Les travailleurs indépendants peuvent également solliciter l'intervention de l'action sociale du **conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI)** pour la prise en charge partielle ou totale de leurs cotisations ou pour l'attribution d'une **aide financière exceptionnelle**.

Comment reporter mes échéances fiscales ?

Les entreprises concernées par une **interruption ou restriction d'activité** liée à une fermeture ou en raison de leur situation financière peuvent solliciter des **délais de paiement de leurs impôts directs** (hors TVA et prélèvements à la source). Elles peuvent contacter le **service des impôts des entreprises**, ou via la messagerie sécurisée de leur [espace professionnel](#), par courriel ou par téléphone.

Le dispositif exceptionnel de **plans de règlement** permet aux entreprises d'étaler sur une **durée pouvant atteindre 3 ans**, le paiement de leurs impôts professionnels dus pendant la période de crise sanitaire et non encore réglés.

Les entreprises **propriétaire-exploitantes de leur local** commercial ou industriel peuvent demander le **report de 3 mois** de l'échéance de **taxe foncière**.

Les **travailleurs indépendants** peuvent moduler à tout moment le **taux et les acomptes de prélèvement à la source**, *via* l'espace particulier sur impots.gouv.fr, rubrique « Gérer mon prélèvement à la source ». Toute intervention avant le 22 du mois sera prise en compte pour le mois suivant.

4. Solliciter un prêt ou étaler les échéances bancaires

Administration concernée : [Direction départementale des finances publiques / Banque de France](#)

Puis-je être accompagné dans la renégociation de mes crédits bancaires ?

Toute entreprise peut solliciter, de manière confidentielle et gratuite, le **médiateur du crédit** pour être accompagnée dans sa renégociation des contrats et des crédits.

Ce dispositif s'adresse à toute entreprise en recherche de fonds propres ou confrontée à un refus de financement bancaire ou d'assurance-crédit.

Démarche : saisir le médiateur du crédit en ligne sur www.mediateurducredit.fr

Je n'ai pas de solution de financement, puis-je solliciter un crédit ?

L'accès aux **prêts garantis par l'État (PGE)** est prolongé jusqu'au **30 juin 2021** : l'amortissement du prêt garanti par l'État pourra être étalé entre 1 et 5 années supplémentaires avec des taux pour les PME compris entre 1 et 2.5%.

Un dispositif de **prêts participatifs directs de l'État** à destination des **entreprises de moins de 50 salariés connaissant des difficultés financières** a été créé. Ces prêts exceptionnels de l'Etat sont destinés aux entreprises qui n'ont pas obtenu une solution de financement, notamment par un prêt garanti par l'État (PGE).

- Pour une entreprise de **0 à 10 salariés** : jusqu'à **10 000€**.
- Pour une entreprise de **11 à 49 salariés** : jusqu'à **50 000€**

Le taux annuel est de 3,5% et peut être amorti sur une durée maximale de 7 ans. La première année, l'entreprise n'en rembourse que les intérêts.

Après intervention de la médiation du crédit, ces entreprises peuvent solliciter le **Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI)** situé à la Direction départementale des Finances publiques.

5. Dispositif d'activité partielle

Administration concernée : [Unité départementale de la DIRECCTE](#)

Comment fonctionne le dispositif d'activité partielle ?

L'**activité partielle** permet à l'employeur de réduire temporairement le temps de travail de ses salariés en versant une **indemnité horaire représentant 70% du salaire brut** (84% du salaire net), jusqu'au **31 décembre 2020 au moins**.

En contrepartie des mesures d'accompagnement, l'employeur reçoit de l'État une **allocation spécifique** équivalente à **85 % de l'indemnité versée**.

- L'allocation prend en charge **100 % de l'indemnité** pour les **entreprises fermées administrativement** ou appartenant à un **secteur protégé** (bars, restaurants, hôtels, tourisme, clubs sportifs)

La demande se fait en ligne sur : <https://activitepartielle.emploi.gouv.fr/aparts/>

En cas de sous-activité prolongée, voire d'arrêt total de l'activité, les entreprises peuvent demander à bénéficier du **FNE-Formation**. L'Etat finance des formations d'adaptation aux transformations des emplois, **jusqu'à 50 % des coûts**, incluant les frais pédagogiques et les rémunérations des salariés.

- La convention s'établit entre l'entreprise et l'État (**DIRECCTE**)

6. Résoudre les conflits

Administration concernée : [Médiateur des entreprises](#)

Comment être accompagné en cas de conflits avec mes clients ou fournisseurs ?

Le ministre de l'Économie a demandé aux organisations professionnelles de transmettre un message de clémence auprès des entreprises donneuses d'ordre, afin qu'elles évitent d'appliquer des pénalités de retard à leurs sous-traitants.

Le **médiateur des entreprises** peut faciliter la recherche d'un accord avec vos partenaires, privés ou publics, en cas de différend.

Le processus, qui vise à trouver une solution amiable de résolution du conflit, s'effectue en toute confidentialité, gratuitement et de façon rapide.

Un nouveau **crédit d'impôt** incite **tous les bailleurs** à **abandonner les loyers des baux commerciaux** pour le mois de **novembre**. Tous les commerces sont concernés.

- Pour les **entreprises de moins de 250 salariés** : le **crédit d'impôt de 50%** s'applique au montant du loyer pour le mois de novembre 2020.
 - *Exemple : un bailleur renonçant à un loyer de 600€ recevra une aide de 300€ sous forme de crédit d'impôt. L'entreprise économise 600€.*

- Pour les **entreprises de 250 à 5 000 salariés** : le **crédit de 50%** s'applique au montant du loyer du mois de novembre, dans la limite des 2/3 du montant.
 - *Exemple : un bailleur renonçant à un loyer de 12 000€ recevra une aide de 4000€ sous forme de crédit d'impôt. Il prend à sa charge 4000€ et l'entreprise 4000€*

Les entreprises locataires qui ne parviennent pas à un accord avec leur bailleur peuvent recourir au **médiateur des entreprises**.

Démarche : saisine rapide via www.mediateur-des-entreprises.fr

7. Numérisation des commerces et entreprises

Qui peut m'accompagner dans ma démarche de numérisation ?

Les TPE, PME et ETI souhaitant être accompagnées dans leur digitalisation peuvent solliciter un soutien sur le nouveau portail clique-mon-commerce.gouv.fr ou contacter la CCI du Territoire de Belfort afin d'entrer dans le dispositif Laboutic.fr.

Un **guide pratique d'accompagnement à la numérisation** pour les artisans, les commerçants, les restaurateurs et les indépendants est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/FICHE-CONSEIL-COVID-NUMERIQUE.pdf>

Soutien de l'Etat aux entreprises en voie de numérisation :

Un **chèque numérique** d'un montant maximal de **500€** est disponible pour toute entreprise fermée administrativement afin de couvrir les coûts du lancement d'une activité en ligne (Site internet, coûts d'adhésion à une plateforme, achat d'un logiciel).

- La demande se fera en ligne sur présentation des factures sur le site de **l'Agence de services et de paiement**. L'aide sera versée au début de l'année 2021.

L'Etat maximise le soutien apporté à la trésorerie des commerces en déduisant le chiffre d'affaires réalisé sur les activités de livraison et de retrait en magasin des calculs de l'aide au titre du **fonds de solidarité**.

A partir du 5 novembre et pour la durée du confinement, les **frais d'expédition de livres** par les librairies indépendantes seront **intégralement pris en charge** par l'Etat. Ne subsistera qu'un reliquat légal de frais de port à hauteur de 0,01€.

- Les TPE/PME dont la vente de livres neufs est l'activité principale pourront déposer leur demande de remboursement auprès de **l'Agence de services et de paiement**, accompagnée des factures justifiant des coûts d'expédition des commandes.

Les entreprises engagées dans la digitalisation pourront bénéficier d'un audit pour accélérer la numérisation de leurs services ou produits, notamment grâce à l'usage de l'intelligence artificielle (IA) via le futur dispositif « **IA Booster** ».

8. Exemples de mobilisation des aides

Renforcement des aides d'urgence entreprises

COVID-19



Un commerce de chaussures à nouveau fermé pendant le reconfinement n'employant aucun salarié dont le chiffre d'affaires est de 11 000 € bénéficiera de **10 600 €** d'aides mensuelles.

| | 1 ^{er} confinement | 2 ^{ème} confinement |
|--|-----------------------------|------------------------------|
| Fonds de solidarité | 1 500 € | 10 000 € |
| Baisse de cotisations | Aucune cotisation n'est due | Aucune cotisation n'est due |
| Activité partielle (indemnité + exonération) | - | - |
| Loyer | - | 0 €* |
| Total aides | 1 500 € | 10 600 € |

* Si le bailleur renonce au loyer du mois de novembre, ici 600 €, le commerçant de chaussures économise 600 €. L'État prend à sa charge 50 % (300 €) et le bailleur 50 % (300 €).



Renforcement des aides d'urgence entreprises

COVID-19



Un coiffeur à nouveau fermé pendant le reconfinement employant 3 salariés dont le chiffre d'affaires est de 18 000 € bénéficiera de **17 100 €** d'aides mensuelles.

| | 1 ^{er} confinement | 2 ^{ème} confinement |
|--|-----------------------------|------------------------------|
| Fonds de solidarité | 1 500 € | 10 000 € |
| Baisse de cotisations | Aucune cotisation n'est due | Aucune cotisation n'est due |
| Activité partielle (indemnité + exonération) | 6 300 €* 6 300 €* | 6 300 € |
| Loyer | - | 0 €** |
| Total aides | 7 800 € | 17 100 € |

* Ici, sur la base d'un coût du travail mensuel de 9 000 €.

** Si le bailleur annule le loyer du mois de novembre, ici 800 €, le coiffeur économise 800 €. L'État prend à sa charge 50 % (400 €) et le bailleur 50% (400 €).

